

**DS AVOCATS**

PARIS
LYON
BORDEAUX
LILLE
BRUXELLES
PEKIN
SHANGHAI
CANTON
HO CHI MINH VILLE
SINGAPOUR
LIMA

GROUPE DS

BARCELONE
MADRID
MILAN
STUTTGART
DAKAR
BUENOS AIRES
SANTIAGO
QUÉBEC
MONTREAL
TORONTO
VANCOUVER
OTTAWA

Par courrier LRAR n°1A 181 616 8021 4 et par e-mail : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Préfecture du Rhône

DREAL

Service connaissance, information,
développement durable et autorité
environnementale

Pôle autorité environnementale

7 rue Léo Lagrange

63033 Clermont-Ferrand cedex 1

Paris, le 7 mai 2021

Réf. : Dossier n° 2021-ARA-KPP-3083 – éléments complémentaires

Monsieur le Préfet,

Par décision n° 2020-ARA-KPP-2889 datée du 22 janvier 2021, publiée le 25 janvier 2021 (ci-après « la Décision »), vous avez décidé de soumettre à étude d'impact après examen au cas par cas le projet présenté par l'EARL de la Croix Chabrières (ci-après « l'EARL »), dont je suis le conseil.

Par un recours gracieux du 18 mars 2021, reçu par vos services le 31 mars 2021, l'EARL a sollicité la révision de cette décision.

Par la présente, l'EARL souhaite vous faire part d'éléments complémentaires relatifs au projet d'installation d'ombrières agrivoltaïques sur le domaine viticole du Château de la Croix Chabrières à Saint-Restitut.

En effet, l'EARL et Sun'Agri, la société en charge du projet, ont tenu compte des réserves exprimées dans votre Décision et ont entrepris, tant de rassembler des informations supplétives, que de prévoir des mesures additionnelles de préservation de la faune et de la flore environnantes et d'intégration paysagère du projet.

PARIS	BORDEAUX	LILLE	LYON
6, Rue Duret, 75116 Paris Tél. : + 33 1 53 67 50 00 Fax : + 33 1 53 67 50 01 courrier@dsavocats.com	11, Allée de la Pacific, 33800 Bordeaux Tél. : + 33 5 57 99 74 65 Fax : + 33 5 57 99 74 66 bordeaux@dsavocats.com	8, Rue Anatole France, 59000 Lille Tél. : + 33 3 59 81 14 00 Fax : + 33 3 59 81 14 01 lille@dsavocats.com	17, Rue de la République, 69002 Lyon Tél. : + 33 4 78 98 03 33 Fax : + 33 4 72 80 93 78 lyon@dsavocats.com

Société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital de 26.753 € - 879 599 645 (RCS Paris)

Code APE/NAF : 6910Z

Siège social : 6 rue Duret - 75116 Paris

www.dsavocats.com

- une mise en défens de la station de *Bombycilaena erecta* en phase de chantier afin d'en éviter toute dégradation ;
- le maintien d'une surface en jachère à proximité directe du terrain d'assiette du projet et de surface suffisante pour accueillir les espèces nicheuses ;
- la mise en place d'un suivi écologique en phase de chantier et pendant l'exploitation pour une durée d'au moins 3 ans.

Par ailleurs, il convient de noter que le diagnostic réalisé au mois d'avril a révélé la présence en nidification de l'Alouette lulu.

Cependant, comme le précise la Note de synthèse écologique, l'Alouette lulu « fait partie des espèces qui **reviennent s'installer rapidement dans les parcs photovoltaïques en activité** faisant l'objet de suivi. (...) Concernant les parcs agrivoltaïques en particulier, les références sont moins nombreuses mais on observe aussi une facilité pour l'espèce à recoloniser les sites comme par exemple sur le site de Tresserre (66) également installé sur de la vigne et développé également par la société Sun'Agri » (page 35 de la Note de synthèse écologique).

En outre, les mesures envisagées initialement, additionnées de celles proposées récemment, seront tout à fait de nature à limiter l'impact du projet sur les espèces nicheuses. Pour rappel, en effet, le descriptif des travaux annexé à la demande d'examen au cas par cas prévoyait de limiter la période de travaux à une période comprise entre mi-août et mi-mars (cf. Annexe 9 du dossier de demande d'examen au cas par cas). Sur recommandation d'Artifex, une surface sera maintenue en jachère à proximité directe du terrain (cf. page 37 de la Note de synthèse écologique).

2. En second lieu, s'agissant des aspects paysagers, les porteurs du projet ont fait réaliser une étude paysagère par le bureau d'études spécialisé Résonance.

L'étude paysagère prend note des mesures de réduction et d'accompagnement initialement envisagées afin de réduire la visibilité de la centrale depuis la route départementale RD859 à l'Ouest et depuis l'Est de la zone, à savoir :

- la plantation d'une haie sur le pan Ouest de la centrale et venant dans le prolongement du linéaire végétal existant ; et
- la plantation d'une haie sur le pan Est de la centrale (cf. page 32 de l'Etude paysagère, **pièce jointe n°2**).

En plus de ces précautions, le bureau d'études prescrit l'utilisation d'un bardage en bois et d'un accompagnement végétal (cf. page 32, idem) afin d'améliorer son insertion paysagère. L'EARL appliquera ces prescriptions.

3. En somme, le projet d'ombrières agrivoltaïques n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, comme cela a été soutenu